

Réunion des 9 organisations de retraité·es Compte-rendu INTERNE du 16 décembre 2024

La réunion s'est tenue dans les locaux de la FO, de 10 h 30 à 12 h. Huit organisations étaient présentes (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, Ensemble & Solidaires), LSR était excusée. L'Unirs Solidaires était représentée par Gérard Gourguechon et Patrice Perret.

Ordre du jour : bilan du 3 décembre et suites, HCFEA

Bilan du 3 décembre et suites

FO, organisation invitante, introduit la discussion. Le 3 décembre est un succès selon les remontées des départements, pour les rassemblements et manifestations, la signature de la pétition, les distributions bien accueillies de tracts, la bonne couverture de la presse y compris par FR3. L'audience du 3 décembre a fait l'objet d'un compte-rendu, les représentant·es du Premier ministre ont repris les arguments sur le niveau de vie comparable à celui des actifs (nous leur avons expliqué que leur niveau de vie intègre le patrimoine).

Le procès-verbal établi par la CGT sur le nombre de signatures reste à compléter.

Le lendemain du 3, le ministère des finances a dû annoncer la revalorisation de 2,2 % des pensions selon la formule de calcul du code de la Sécu. Cela représente un acquis de la mobilisation, de même que le fait d'être reçus à Matignon et par les (sous-)préfets dans les départements (probablement suite à des consignes nationales). C'est un point d'appui qui incite à continuer la mobilisation pour obtenir le rattrapage des sommes perdues et l'indexation sur le salaire moyen.

La CGT partage les propos de FO, le 3 a été une réussite malgré les difficultés de la période marquée par les annonces de fermetures d'entreprises qui ont mobilisé aussi les retraité·es, par les

élections TPE. La pétition en ligne a été signée par 20 794 personnes. La pétition a été un succès sur les lieux publics (47 836 signataires), ce qui a permis un contact physique. Un comité général UCR-CGT a réfléchi à la suite pour notre triptyque revendicatif et la reconquête de la Sécurité sociale. Le thème de la Santé revient dans tous les départements, c'est le plus grand dénominateur commun. La CGT suggère une initiative fin mars et, à Paris, une visite au ministère de la Santé. Nos confédérations vont certainement décider d'initiatives dont nous devons tenir compte.

La FGR-FP insiste sur la revalorisation des retraites, que nous avons imposée, grâce à notre unité. Elle a fait chuter le gouvernement sur le budget. Nous nous sommes imposés dans le débat et avons été reçus.

Qui est capable aujourd'hui de mettre en place 130 rassemblements dans toute la France et d'aboutir sur une revendication ? La couverture médiatique a été bonne. Nous devons poursuivre les initiatives sur la Santé et la Sécurité sociale pour rester dans une société solidaire, ce que nous devons démontrer. Partir de ce que fait la Sécu : égalité des soins, accès à la santé, ... La Sécu est une partie de la rémunération du travail, comme la pension. La Lozère n'a plus de médecins spécialistes, la presse

locale a titré « *ici, nous mourrons plus qu'ailleurs* » ce qui a provoqué la colère du préfet. Pouvons-nous ne rien faire en janvier et attendre mars ? La loi rectificative peut revenir sur la revalorisation.

La FSU partage les propos précédents et notre capacité à mobiliser et à être reçus. Notre visibilité s'est accrue. Bémol : les franciliens ne se mobilisent pas, les départements limitrophes non plus. Les personnes présentes ont apprécié les témoignages des actifs et des interventions spontanées qui ont suivi en attendant le retour de la délégation. Un communiqué « on a gagné » s'impose. Le gouvernement ne pourra pas revenir en arrière, il provoquerait un tollé. Les 2,2 % ne suffisent pas. Les actions sur le triptyque doivent continuer, notamment sur la santé des personnes en retraite, en complément de ce que feront probablement les confédérations sur la Santé.

Ensemble & Solidaires : le 3 décembre a été un choc en interne, car d'habitude la mobilisation ne se fait pas tellement dans notre association, c'est une bonne nouvelle et c'est historique pour nous. Notre force de mobilisation doit être mise en avant avec nos acquis. Une intervention le plus tôt possible s'impose, le gouvernement va poursuivre la même politique.

Solidaires : le 3 décembre, c'est bien mais on peut faire mieux pour les manifestations et les signatures de la pétition si nous pensons que nous sommes 17 millions de retraité·es. On pèse dans le mouvement social, certes, mais c'est surtout dans le relatif par rapport au reste du syndicalisme qui a du mal à bouger. Notre présence dans la presse locale est importante, la population sait que les retraité·es râlent et les députés comme les sénateurs savent que les personnes retraitées sont mécontentes. Les préfets ont reçu les délégations, est-ce la conséquence d'une conception différente qu'avait Barnier du « dialogue social, ou la marque de notre existence ?

Le C.A. de l'Unirs a approuvé la présence de représentants des luttes dans notre rassemblement parisien rue de Varenne, mais a été étonné qu'un représentant des sans-papiers soit privé de parole, alors qu'ils sont en lutte depuis plusieurs années et sont des salarié·es comme les autres.

La chute de Barnier s'est faite sur le PLFSS et la question de la revalorisation des pensions ; le gouvernement est tombé sur la non-satisfaction d'une de nos revendications. Pour ne pas dépenser 3 milliards, ce qu'aurait coûté notre revalorisation, le gouvernement s'est suicidé et est tombé, pour

préserver la politique de l'offre, le refus de rogner 3 milliards sur les 60 milliards d'exonérations de cotisations sociales et le maintien de l'inégal partage des richesses. Les media n'en parlent pas et mettent en avant le RN, la volonté de Le Pen de se présenter à la présidence, ou le jusqu'au boutisme du NFP ... La crispation idéologique est de leur côté.

Le triptyque revendicatif du G9 a toute sa pertinence, une expression commune dès janvier a toute sa place.

La CFTC a un conseil demain et dira que la base n'est pas satisfaite de ne pas avoir appelé le 3, était présente dans de nombreux départements. Elle est inquiète des propos sur les plus aisés (à partir de quel niveau ?) et des menaces sur la pension de réversion. Un tract Santé en janvier serait utile. Ils ont accordé les 2,2 % et ils vont les raboter.

La CGC rappelle, qu'avant l'existence de change.org, nous avons été capables de déposer à Buzyn beaucoup de pétitions papier. Notre place des retraité·es dans la société doit être réaffirmée, notre retraite est justifiée, c'est la contrepartie de nos cotisations, nous ne sommes pas des nantis. Les salarié·es et les intersyndicales agiront pour l'anniversaire de la Sécu.

La FGR-FP insiste sur la défense de la rémunération du travail, mise à mal par la politique actuelle. Le salaire différé est remis en cause, il faut conserver une rémunération calquée sur l'évolution de la richesse. Il s'agit d'un affrontement idéologique, du choix de rémunérer les profits ou les salaires. Si nous élargissons le débat à ces principes, nous les déstabiliserons.

La CGT fait remonter les insuffisances de la mobilisation aux années 80, et remarque qu'à Paris nous étions deux fois plus que dernière fois. Nous avons demandé des interventions aux actifs, et les absences des représentants de la SNCF et de la RATP ont été remarquées. Dans la banlieue, seul le 91 a expliqué sa mobilisation du matin. La présence des confédéraux CGT, FSU, Solidaires et le message de soutien de FO n'a pas altéré le message des retraités. Il y a eu un trou de 1 h 15 avant le retour de la délégation. Les militant·es plus éloignés sont de plus en plus réticents à venir à Paris. La Seine-et-Marne n'a rien organisé, chaque organisation n'est pas à la hauteur. Nous avons vu les efforts pour être à Varenne, mais le résultat reste loin des

possibilités. C'était la même chose pour les actifs le 5, dans le même ordre de grandeur.

D'accord pour un communiqué en janvier sur la revalorisation et sur la préparation d'une action fin mars. À Grenoble, il a fallu téléphoner pour entrer à la préfecture. Les audiences sont dues à notre poids et non à la sympathie de Barnier.

La CFTC propose un communiqué demandant l'augmentation des salaires à hauteur de l'inflation, comme en Belgique.

La FSU ne le veut pas, par respect des confédérations et fédérations.

FO signale que le salaire moyen a plus augmenté que l'inflation, on ne va pas demander la baisse des

salaires pour en revenir au niveau de l'augmentation moindre des pensions.

Ensemble & Solidaires, créée en même temps que la Sécu, met en avant la défense du salaire différé. Elle souhaite que l'anniversaire des 80 ans suscite de nombreuses mobilisations dans tous les départements, on cotise selon ses moyens et on reçoit selon ses besoins.

FO informe de la fermeture des centres de santé. Les anniversaires précédents ont publiquement défendu la Santé, puis la même politique a continué. Nous devons mobiliser sur nos propres revendications.

Décisions :

- **Un communiqué de bilan se félicitera des mobilisations du 3 décembre**, qui ont permis d'obtenir 2,2 % de revalorisation des pensions, soit bien plus que le 0,8 % prévu par gouvernement. FO propose un projet. Le communiqué sera envoyé début janvier, lorsque nous serons sûrs de ce 2,2 %
- **Une action Santé fin mars 2025** (date à préciser) visera les ARS en mobilisant sur les éléments locaux. La CGT propose un projet de reconquête des principes de la sécurité sociale en lien avec le 80^e anniversaire de sa création, qui représente l'occasion de rappeler les fondamentaux de la Sécu de façon claire.

HCFEA

La FSU envoie les documents et les projets d'avis aux responsables d'organisation, y compris à celles qui n'ont pas de représentant·es au HCFEA.

Elle informe sur deux décrets calamiteux, provenant de la loi bien vieillir :

- **Deux tarifs d'Ehpad sont mis en place** « pour les sauver ». L'hébergement dans les Ehpad totalement ou majoritairement habilités au titre de l'ASH aura deux tarifs, selon que la personne a droit, ou non, à l'ASH. L'augmentation des tarifs sera supportée par les seuls résident·es, dont 75 % ne peuvent pas payer avec leur pension. L'augmentation médiane serait de 277 euros par mois ! Nos interventions ont été virulentes, et notre communiqué juge indigne le décret. Le gouvernement cherche de l'argent chez les pauvres. Il nous a été dit que l'impact chez les résident·es ne pourrait pas être évalué avant plusieurs années, mais l'augmentation sera appliquée de suite et il n'y aura pas d'effet rétroactif s'il apparaît que ce n'était pas bien.
- **Mise en place d'une Conférence Nationale de l'Autonomie (CNA)**, dans tous les départements,

pour travailler sur la prévention. Dans le premier projet, il y avait 4 représentants des retraité·es (à comparer aux 8 actuellement dans le HCFEA), puis le deuxième projet nous a fait disparaître. La CNA se réunira tous les 3 ans, avec de très nombreux institutionnels. Nous n'en voyons pas l'utilité ... sauf à contourner le HCFEA où nous nous exprimons et la CNSA qui travaille aussi. Il n'est pas prévu de lien entre CNA et HCFEA., ni avec le CDCA dans les départements. Pourquoi créer une autre instance alors que le gouvernement cherche partout une simplification des instances et des économies ? Le gouvernement supprime l'expression des corps intermédiaires dont les retraités.

La FSU a envoyé un projet de communiqué, en laissant en suspens une décision à prendre sur l'utilité de la CNA. Nous protestons de façon véhémentement, devons-nous exiger notre présence car nous ne pouvons pas accepter d'être évacués d'une instance ?

Solidaires pense aussi que la CNA ne sert à rien car HCFEA et CNSA existent déjà.

CGC : la CNA n'a pas lieu d'être, pourquoi la créer alors que HCFEA et CNSA existent ? CFDT et UNSA l'ont dit aussi. A quoi servent les instances existantes ?

La FGR-FP propose l'expression « dessaisissement » des instances existantes. Il faut mettre en évidence la contradiction avec l'appel de Bayrou à l'engagement citoyen des organisations syndicales.

FO allait proposer le même amendement sur le fait que nous sommes réduits à la portion congrue ...

d'autant plus qu'une réunion tous les 3 ans augure bien mal du suivi.

La FSU modifie le projet en ajoutant la volonté de dessaisissement des organisations représentant les retraité·es, le rythme des réunions, la contradiction avec les propos de Bayrou.

FO insiste sur le discours officiel qui nous appelle au « sursaut citoyen ».

La FSU envoie le projet amendé ce soir et, en cas d'amendement, demande un écrit précis.

Décision :

- **Un communiqué dénoncera la création de la Conférence Nationale de l'Autonomie (CNA)** qui comprend de très nombreux institutionnels et aucun représentant des syndicats et des associations représentant les retraité·es alors que le discours officiel appelle les syndicats à un « sursaut citoyen », CNA qui ne se réunira que tous les 3 ans ce qui rend impossible un suivi, qui dessaisit le HCFEA et la CNSA de leurs rôles.

Prochaine réunion du G9 : lundi 13 janvier 2025, à 14 heures, à FO.